

Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines

Université Toulouse Jean-Jaurès – Université Paul-Valéry, Montpellier

ISSN 2428-7245

CECIL NUMÉRO 2 (2016)

Dossier thématique: Errance et migrations dans l'imaginaire ibéro-américain	5
Jérôme Thomas : Un pont entre deux cultures. <i>El primer nueva corónica y buen gobierno</i> de Felipe Guaman Poma de Ayala (1615)	7
Olga Picún : Cambio, identidad y crítica: el candombe en el movimiento de la Música Popular Uruguaya	31
Aline Rouhaud : Les marielitos, exilés au sein de l'exil	57
Anne-Claudine Morel : <i>El viajero de Praga</i> (Javier Vásconez, 1996). Mémoires et itinéraires d'un médecin pragois : de la patrie de Kafka aux contreforts andins, de Prague au pays imaginaire	79
Pauline Berlage : <i>Desterritorializados</i> . Exilio geográfico y exilio de género en <i>Árbol de luna</i> de Juan Carlos Méndez Guédez.....	99
Xavier Luffin : L'odyssée latino-américaine des <i>Turcos</i> à travers la littérature arabe contemporaine.....	119
Section Varia	141
M ^a Mar Cortés Timoner : María de Zayas y el derecho a ser de las mujeres.....	143
Vincent Parello : Le régime du séjour du réfugié espagnol et de l'étranger en France (1938-1943).....	159
Thèses de doctorat	175
Rencensions et compte-rendus	195
Livres reçus à ce jour	219

Les *Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines (CECIL)* sont une publication lusiste et hispaniste d'histoire et de civilisation, de littérature, d'art et de sciences sociales qui favorise le comparatisme et les regards croisés sur les phénomènes culturels et les faits de civilisation en Amérique latine et dans la péninsule ibérique. Axés sur l'étude des formes, des représentations et des imaginaires, les *Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines* sont une revue en ligne avec une périodicité annuelle, adossée à l'IRIEC (EA 740).

Directeur : Michel Boeglin

Rédacteur en chef: Patrick Lesbre

Adresse d'expédition

Pour nous envoyer votre contribution, merci de nous contacter à

cahiersdetudes@gmail.com

Pour les normes de présentation, rendez-vous sur le site de la revue:

<http://cecil.upv.univ-montp3.fr> > A propos de la revue

ou nous contacter à l'adresse mail indiquée ci-dessus.

Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines - CECIL – ISSN 2428-7245. Numéro 2 -
Année 2016.

Université Toulouse-Jean-Jaurès – Université Paul-Valéry, Montpellier

© CECIL

Les marielitos, exilés au sein de l'exil

Aline Rouhaud¹ - Université Paul-Valéry, Montpellier

Résumé : L'exode du port de *Mariel*, à Cuba, au printemps 1980, marque à la fois une continuité par rapport à l'émigration précédente de 1965 et une rupture : en effet, celui qu'on appela *marielito* fut banni deux fois : par son pays d'origine et par le pays d'accueil. Un film comme *Scarface* (Brian de Palma, 1983) véhicula cette représentation négative du *marielito* avec une violence qui allait mettre en péril l'image positive que s'était construite la communauté cubaine de Miami pendant vingt ans.

Tombé dans l'oubli à Cuba, cet exode, devenu un thème littéraire grâce aux témoignages de « la génération du Mariel » fait désormais partie du patrimoine historique des Cubains de Miami. Il a provoqué des changements importants dans la politique migratoire des États-Unis à l'égard des Cubains. Il s'inscrit surtout dans la problématique de l'identité nationale cubaine, toujours inachevée.

Mots clés: Cuba, Miami, XXe siècle, exode, identités, représentations, témoignages, histoire officielle, mémoire et oubli.

Los marielitos, exiliados en el exilio

Resumen : El éxodo del puerto de Mariel, en Cuba, en la primavera de 1980, marca a la vez una continuidad respecto a la emigración precedente de 1965 y una ruptura : en efecto, el que fue llamado *marielito* fue rechazado dos veces : por su país de origen y por el país de acogida. Una película como *Scarface* (Brian de Palma, 1983) vehiculó esta representación negativa con una violencia que iba a poner en peligro la imagen positiva que se había construido la comunidad cubana de Miami durante veinte años. Caído en el olvido en Cuba, este éxodo, transformado en tema literario por « la generación del Mariel, » hoy forma parte del patrimonio histórico de los Cubanos de Miami. Provocó cambios importantes en la política migratoria de Estados Unidos frente a Cuba. Sobre todo, se sitúa en la problemática de la identidad nacional cubana, siempre inconclusa.

Palabras Claves Cuba, Miami, siglo XX, éxodo, identidades, representaciones, testimonios., historia oficial, memoria y olvido.

The marielitos, exiled in the exile

Abstract : The exodus from Mariel harbour, Cuba, in spring 1980, shows at the same time a continuity compared with the precedent emigration of 1965 and an abrupt change : in fact, the one who was called *marielito* was exiled twice : from his homeland and from the land of reception. A movie like *Scarface* (Brian de Palma, 1983) is leading to this negative representation with a violence that puts in danger the positive image which the Cuban community in Miami had built during twenty years. Sunk into oblivion in Cuba, this exodus transformed into literary fact by « the Mariel generation » is part now of the historic heritage of the Cuban people in Miami. It caused important changes in United States migration policy towards Cuba. Above all, it is one of the major problem of cuban national identity, always unfinished.

Key Words : Cuba, Miami, XX century, exodus, identity, image, testimony, official history, memory and oblivion.

¹ Maître de Conférences, enseignante de civilisation de l'Amérique latine contemporaine et actuelle. Domaine de recherches : Cubains de Floride, Hispaniques aux États-Unis, exil et émigration, cultures en migration, identités nationales, populations indigènes et développement.
Aline.Rouhaud@univ-montp3.fr

Introduction

L'exode du *Maríel* constitua la troisième vague d'émigration de Cubains vers la Floride : ce fut une émigration de masse (125 000 personnes) en bateau, depuis le port de *Maríel*, situé à soixante kilomètres à l'ouest de La Havane, qui eut lieu durant quelques mois, d'avril à septembre 1980. Ces départs massifs ont marqué les esprits : par exemple, le 11 mai 1980, quatre mille six cents personnes arrivèrent à Miami en même temps². Ce fut un événement qui déstabilisa Cuba, les communautés d'exilés de Miami, la Floride et le gouvernement des États-Unis. Il marquait à la fois une continuité par rapport à l'exil de 1965 depuis le port de *Camarioca* et une rupture. En effet, pour la première fois, les Cubains ne furent pas reçus en héros anticommunistes. Ces exilés qui furent appelés *maríelitos* par les Cubains de Miami qui voulaient s'en distinguer, souffrirent de la xénophobie des non-Cubains et du rejet de leurs compatriotes. Ils constituèrent un groupe stigmatisé, repoussés au départ comme à l'arrivée, des exilés au sein de l'exil.

L'exode du *Maríel* n'est en fait qu'une des multiples modalités du drame identitaire cubain. Depuis 1959, tout Cubain devait se définir par rapport à la Révolution et à Fidel Castro. Il devait prouver sa « *cubanidad* » ou « *cubanía* ». Soit il était un authentique révolutionnaire, soit il était un traître, un « *gusano* », « *la escoria* ». Il était alors exclu et devait partir, plus ou moins difficilement, en bateau, en avion, en radeau, sous les huées, sous les crachats et sous les projectiles de ses compatriotes dans une grande mise en scène tragique orchestrée par le pouvoir connus comme « *actos de repudio* ».

Mais en arrivant à Miami, le *maríelito* devait prouver une seconde fois qu'il était un bon Cubain. Rumeurs et représentations négatives rendirent son intégration difficile et il tarda à se construire une nouvelle identité dans le pays d'accueil. Tous ces éléments font la spécificité du *Maríel* et expliquent les traces qu'il a laissées - ou non - aujourd'hui.

² « A treinta años del gran éxodo de cubanos hacia EEUU » <http://www.retve.es> , 22/05/2010, consulté le 10/11/2012.

L'exode du Mariel : continuité et rupture dans l'exil cubain

Le *Mariel* a débuté, comme en 1965, par un rapprochement. Malgré l'embargo toujours en vigueur et la présence cubaine en Angola, jamais l'île et les États-Unis ne furent aussi proches : c'est ce qu'on appela « *el diálogo* », la « politique des petits pas » entre le président Jimmy Carter et Fidel Castro. L'agenda du président démocrate Jimmy Carter, ardent défenseur des Droits de l'Homme, comprenait la libération des prisonniers politiques. De son côté, le dirigeant cubain voulait améliorer son image sur la scène internationale et maintenir la communication avec les États-Unis. Il prit donc l'initiative, en convoquant une conférence de presse, d'annoncer la libération de trois mille prisonniers politiques en novembre 1978. En août 1979, suivirent deux mille quatre cents prisonniers. Fidel Castro semblait tenir ses promesses et, en outre, il invitait les Cubains de Miami à venir visiter leurs familles restées à Cuba..

Les conséquences de cette détente furent au nombre de trois. En premier lieu, elle provoqua une division de la communauté en deux groupes : les partisans du dialogue, les « *dialogueros* », et les opposants au dialogue, les « *no-dialogueros* ». Les partisans du dialogue formèrent le Comité des 75 sur l'initiative du banquier Bernardo Benes et ils firent le voyage de retour à Cuba. Mais la réponse des opposants au dialogue ne se fit pas attendre : la *Continental Bank*, dont Bernardo Benes était le président, subit un attentat à la bombe, une usine d'un autre patron « *dialoguero* » fut pillée, deux autres partisans du dialogue assassinés³. A Miami, la presse populaire en espagnol (comme la *Crónica*, un journal de Puerto Rico qui circulait à Miami) se déchaîna, on les traitait de « *vendepatrias* », « *mariposas* » (transformation du « *gusano* » qui revient à Cuba), les associations d'exilés dénonçaient le dialogue, Juanita Castro, la jeune sœur de Fidel Castro, critiquait cette attitude à la radio et dans des apparitions en public⁴. L'engrenage de la division et de l'exclusion se prolongeait à Miami, une sorte d'excroissance de La Havane.

Fidel Castro leur avait enlevé leur statut d'exilé puisque ces hommes et ces femmes pouvaient revenir chez eux. Nombreux furent ceux qui hésitèrent puis,

³ García 1996, 49-50.

⁴ *Ibid.*, 52.

pressés par la curiosité de revoir famille et patrie, cent mille Cubains firent le voyage du retour en 1979 tout en prenant des précautions pour pouvoir repartir. Un va-et-vient s'installa entre l'île et la Floride, inconnu depuis vingt ans : les prisonniers allaient de Cuba à Miami et les familles en sens inverse.

En deuxième lieu cette détente eut une autre retombée : l'île profita économiquement du retour des exilés qui se montrèrent généreux. L'impact psychologique surtout fut considérable : la société de consommation à l'américaine, « *la blue jean revolution* » comme l'appelèrent les médias de l'exil, fit son entrée dans l'île⁵. Musique, vêtements, livres, aliments, appareils électriques divers, impressionnèrent les habitants, les plus jeunes surtout, qui avaient vécu coupés de tout. Les exilés politiques rencontraient les exilés de la consommation. Les liens familiaux furent resserrés. Les petits-enfants nés en Floride découvraient leurs grands-parents et vice-versa.

Enfin en troisième lieu, avec ce nouveau climat, en mars 1980, certains se mirent à chercher refuge dans des ambassades latino-américaines, comme dans celles du Pérou et du Venezuela, demandant l'asile politique. Fin mars, six Cubains allèrent jusqu'à voler un bus qu'ils écrasèrent contre les grilles de l'ambassade du Pérou, déclenchant ainsi une fusillade au cours de laquelle un garde cubain fut tué et trois attaquants blessés. Mais le nouvel ambassadeur péruvien refusa de livrer les Cubains à la justice. Alors, en représailles contre l'ambassade et pour ne pas faire courir de risques aux gardes, Fidel Castro décida le 4 avril de faire enlever les grilles et les gardes et l'annonça à la radio⁶. Quand les Cubains comprirent que l'ambassade était libre d'accès, ils abandonnèrent maison et travail pour s'y réfugier. En deux jours, dix mille huit cents personnes vinrent s'y entasser. Les conditions de vie y étaient difficiles : manque de place, d'hygiène, de nourriture, incertitudes, fatigue ! Quand l'ambassade fut pleine, Fidel Castro fit remettre les grilles et la police interdit à quiconque de s'en approcher. Le sort de ces réfugiés était incertain.

Le quotidien *Granma* les traitait de déviants, de délinquants, de parasites, les distinguant clairement des bons Cubains, des vrais Cubains⁷. Au contraire, à Miami,

⁵ *Ibid.*, 52-54.

⁶ « Declaración del gobierno revolucionario de Cuba » *Granma*, 13/04/1980.

⁷ « Hay que mostrarle al imperialismo yanqui qué es Cuba » *Granma*, 27/04/1980.

les exilés réagissaient favorablement face à l'héroïsme des réfugiés et lançaient l'idée d'aller les chercher. Le président Jimmy Carter proposa d'en accueillir trois mille cinq cents, le Costa Rica quatre mille, le Pérou, l'Espagne firent aussi des propositions d'accueil. A la mi-avril, une ligne à destination du Costa Rica fut mise en place mais les vols ne durèrent que quatre jours car la télévision filmait les réfugiés cubains à leur arrivée : ceux-ci baisaient le sol, criaient « Vive la liberté » et « A bas Castro⁸ » !

Puis l'office des visas fut fermé et l'ambassade du Pérou devint Musée du Peuple. Quant au soldat tué, il fut érigé en martyr dans une grande tentative pour ressouder les Cubains autour de leur dirigeant et de son idéologie. Et, brusquement, comme il l'avait fait en 1965, Fidel Castro annonça le 20 avril qu'il allait ouvrir le port de *Maríel* à ceux qui voudraient partir. Le même scénario se répétait. L'image du dirigeant cubain était déplorable, alors dans l'île se mit en place aussitôt une contre-offensive médiatique. Castro organisa une série de grandes manifestations sur le thème : « ¡ Que se vayan ! Abajo con la gusanera⁹ » ! Les piliers du régime et tous les soutiens étaient mobilisés : le sandiniste Daniel Ortega, le père de Che Guevara, de très nombreux journalistes étrangers à qui on avait donné un visa pour l'occasion ; l'écrivain Gabriel García Márquez envoya des lettres de soutien. Les manifestations durèrent plusieurs semaines. Le 1^{er} mai plus d'un million de personnes furent rassemblées sur la Place de la Révolution. Dans son discours, le dirigeant cubain s'adressa à ceux qui n'avaient pas « la fibre ou le sang » révolutionnaire et il affirmait : « *No los queremos, no los necesitamos* »¹⁰.

Alors que le gouvernement des États-Unis, surpris, tardait à réagir, les Cubains de Miami, même ceux qui n'avaient plus de famille dans l'île, se précipitèrent vers le port de *Maríel* organisant la *Freedom flotilla* comme ils l'avaient déjà fait en 1965. Le gouvernement de Carter se vit contraint d'accepter la situation. De mai à septembre 1980, des bateaux, achetés ou loués, petits et grands, allaient transporter dans la plus grande confusion cent vingt-cinq mille personnes. Pour les Cubains de Miami, c'était de nouveau le moyen de discréditer le régime castriste aux

⁸ García 1996, 58.

⁹ « Este sí es el pueblo » *Granma*, 27/04/1980.

¹⁰ « La más grande concentración del pueblo en la historia de Cuba » *Granma*, 11/05/1980.

yeux du monde : ces hommes jeunes n'étaient plus les partisans du régime, ils venaient chercher la liberté aux États-Unis, ils étaient la preuve vivante de l'échec de Castro. De nouveau le groupe émigré fut instrumentalisé à des fins idéologiques des deux côtés : pour la Floride, ils signaient l'échec du communisme alors que, pour Cuba, ils étaient des traîtres manipulés par les impérialistes.

Mais la joie des Cubains de Miami fut de courte durée : il devenait évident que Castro utilisait aussi l'exode du *Mariel* pour soulager l'île des chômeurs et des personnes indésirables. Il avait déclaré que les réfugiés de l'ambassade faisaient partie de la « *escoria* » (la racaille, le rebut), un terme péjoratif qui allait coller à la peau de ces migrants. Il devint évident que Cuba en profitait pour remplir les bateaux de prostituées, de criminels, de patients d'hôpitaux psychiatriques, bref, de tous les ennemis de la Révolution et des antisociaux. Les exilés cubains arrivaient de Miami avec une liste de personnes à embarquer et étaient forcés d'admettre des inconnus parfois dangereux après avoir attendu plusieurs jours. Encore une fois, Fidel Castro avait berné « les impérialistes » et avait retourné la situation en sa faveur. La baisse de popularité du président Carter annonçait sa défaite électorale et tout le groupe des *marielitos* fut stigmatisé par ces rumeurs. À partir de la deuxième semaine, devant l'afflux d'arrivants, le gouvernement des États-Unis essaya de faire pression sur le gouvernement cubain pour freiner l'exode. De fin mai à septembre des bateaux furent confisqués par les services des douanes de Floride pour empêcher les exilés de se rendre à nouveau à Cuba chercher leurs proches, comme le leur avait demandé le président Carter. Le gouvernement cubain ferma définitivement le port de *Mariel* le 25 septembre.

En effet, en Floride, la situation économique avait bien changé, l'accueil n'était plus le même qu'en 1965. Le *marielito* arrivait au milieu d'une période de récession et d'un autre exode, celui des Haïtiens (entre quarante à soixante mille personnes accostant sur des radeaux). Il était précédé d'une mauvaise réputation amplifiée par les médias. Les populations noires et non-hispaniques étaient lasses de ce scénario à répétition. L'état d'urgence fut décrété en Floride. Des camps furent

improvisés à Key West, dans différents quartiers de Miami, même à l'Orange Bowl stadium¹¹.

Le problème majeur était que souvent les *marielitos* n'avaient pas de famille et qu'il leur fallait un parrain. Les femmes ou les couples avec enfants en trouvaient un assez facilement mais ce n'était pas le cas des hommes seuls, soupçonnés d'être des voleurs ou criminels¹². Or, de nombreux problèmes se posaient, notamment celui de leur statut. Réfugiés ? Le réfugié, suivant le nouveau statut défini par l'ONU, n'était plus seulement quelqu'un qui fuyait un régime communiste mais tout individu persécuté chez lui pour son appartenance ethnique, religieuse, raciale. Ce statut lui donnait droit à une série d'aides sociales, médicales, financières. Mais, pour la première fois, à cause de l'arrivée des *marielitos*, le Cubain n'était pas déclaré réfugié politique mais émigré économique. Il avait été déchu de la catégorie honorable. On était loin de la loi de 1966, *la ley de ajuste cubano* (ou *ley de pies secos*) qui leur donnait (ainsi qu'à ceux qui étaient arrivés depuis 1959) le statut de résident permanent indéfini dès qu'ils foulèrent le sol des États-Unis. Les *marielitos* durent attendre le mois d'octobre pour que, finalement, par le truchement du *Refugee Education Assistance Act*, un amendement du sénateur Richard Stone leur accorde, ainsi qu'aux Haïtiens, les mêmes bénéfices que ceux réservés au réfugié politique¹³. Ils avaient donc gagné la bataille du statut mais ils avaient perdu celle de l'image. En effet, se défaire du stigmate de voleur, assassin et hors-la loi qui leur collait à la peau depuis leur départ fut beaucoup plus long

Le *Mariel* provoqua de vives tensions sociales, comme celles de *Liberty City*, quartier peuplé de Noirs. Certains États, comme l'Alabama ou le Colorado, annoncèrent qu'ils ne voulaient pas recevoir de *marielitos*. Le maire de Miami, Maurice Ferré, se plaignait du tour que leur avait joué Castro. En novembre 1980, lors d'un référendum sur le choix de la langue dans *Dade County*, un fort sentiment anti-cubain poussa la population à rétablir l'anglais comme langue unique alors que, depuis 1973, le bilinguisme était officiel à Miami à cause du tourisme sud-américain, du succès économique des exilés et du contexte tolérant de l'époque. Avec le *Mariel*

¹¹ García 1996, 62.

¹² García 1996, 71.

¹³ *Florida's Refugee Fact Book* 1994.

la langue redevint un enjeu politique et des cas de discriminations linguistiques firent leur apparition, aussi bien en anglais qu'en espagnol. Il fallut attendre 1987 pour que le *Florida Rights Bill* reconnaisse l'anglais comme langue commune du comté mais stipule que tout le monde avait le droit de s'exprimer dans sa langue maternelle.

Le sentiment « d'envahissement » de la population non-hispanique de Floride fut exprimé par un disc-jockey de l'époque qui lança à la radio une campagne adressée au président intitulée *SOS (Save Our South)*. On vendait aussi un autocollant qui demandait : « *Will the last American out of South Florida please bring the flag¹⁴ ?* »

En fait, selon un sondage réalisé trois ans plus tard, les résultats montrèrent que 2 % des *marielitos* avaient ressenti la discrimination des non-Cubains et 75 % celle des Cubains. On peut l'expliquer par les difficultés rencontrées pour trouver un emploi et aussi par le fait que la discrimination de ses compatriotes est plus dure à admettre¹⁵. Cependant la solidarité ethnique joua son rôle surtout au début de l'exode. Les Cubains de Miami organisèrent par exemple des marathons à la radio pour trouver des sponsors ou un travail. Si l'intégration dans le monde professionnel semble avoir été bien plus difficile pour les *marielitos* que pour les Cubains qui les avaient précédés, elle n'en a pas moins eu lieu entre 1980 et 1983. Des études démontrèrent que les *marielitos* s'en étaient mieux sortis que les Haïtiens arrivés en même temps. Après trois années de résidence, 20 % parlaient passablement l'anglais ; 14 % exerçaient des professions libérales ou étaient cadres ; 23,7 % étaient des ouvriers qualifiés, 11,5 % étaient des employés. Ces performances étaient supérieures à celles des exilés de 1973. Par contre, il y avait 27 % de demandeurs d'emploi, deux fois plus que dans les années soixante-dix et 26 % vivaient encore dans la pauvreté au lieu de 8 % en 1973. Finalement, l'enclave économique cubaine absorba plus de 55 % des *marielitos* au bout de trois ans et la majorité resta en dans

¹⁴ García 1996, 74-75 « Est-ce que le dernier Américain à quitter le sol du sud de la Floride veut bien ramasser le drapeau s'il vous plaît ? ». Traduction personnelle.

¹⁵ Portes, Clark, Stepick 1985, 7.

l'état de Floride. 42 % d'entre eux travaillaient en 1983 dans des entreprises tenues par d'autres Cubains¹⁶.

Pourtant, la communauté installée depuis vingt ans supporta mal cette détérioration globale de l'image du Cubain. Les Cubains de Miami refusaient d'admettre l'image que le *marielito* leur renvoyait de leur patrie. Il leur annonçait que *La Cuba de ayer* était définitivement enterrée.

Le marielito face à la communauté cubaine de Miami : les problèmes identitaires

Le *marielito* voulait faire partie « des exilés politiques » mais les autorités, tout comme ses compatriotes de Miami, le classaient à part et voyaient en lui un émigré de la faim ou un criminel échappé des geôles de Castro.

Mais qui était-il réellement ? Sa mauvaise réputation était à nuancer quand on regarde de près les chiffres et statistiques de différentes enquêtes. En effet, pour les autorités de Floride, il n'y avait que 1,4 % qui entraient dans la catégorie des « *félons* » soit assassins, voleurs, violeurs. Il y avait une catégorie intermédiaire entre prisonniers politiques et criminels « *non-félons* » représentant 19,1 %. Soit en tout 20 % des 125 000 *marielitos*. La sociologue cubaine Mercedes Cros Sandoval expliquait que ces pourcentages étaient dus à des différences d'appréciation : en effet, à Cuba, *la ley de peligrosidad* faisait qu'était considéré criminel un joueur, un revendeur au marché noir, un homme qui refusait le travail agricole obligatoire, un homosexuel ou quelqu'un qui vendait des marchandises pour son propre compte. L'hôpital psychiatrique était aussi utilisé pour fuir les contraintes du régime, le service militaire obligatoire, les missions en Afrique, le travail aux champs¹⁷. A Cuba, les homosexuels étaient déclarés déviants et envoyés dans des camps de travail les UMAP (*Unidades Militares de Ayuda a la Producción*) créés en 1960. Aux États-Unis, depuis l'*Immigration and Naturalization Act* de 1952, il était possible de les expulser mais, en août 1979, l'homosexualité n'était plus considérée comme une maladie mentale par le Service Public de Santé. Cependant, en septembre 1980, le département de la Justice stipulait que les homosexuels pouvaient être exclus, mais

¹⁶ *Ibid.*, 1-13.

¹⁷ Cros Sandoval 1986, 17-19.

seulement s'ils reconnaissaient volontairement leurs penchants. Le *Washington Post*, quant à lui, les déclara déviants et dénombra 20 000 homosexuels cubains, chiffre certainement exagéré, d'autant plus que les Cubains se déclaraient homosexuels pour pouvoir quitter Cuba¹⁸. En revanche, les statistiques mettaient en lumière un nombre considérable de malades (tuberculeux, drogués, alcooliques). On pouvait parler de véritable choc culturel entre les Cubains de Miami et les *marielitos* : vingt ans les séparaient mais surtout deux sociétés, issues de deux idéologies très différentes, les opposaient et déterminaient des comportements totalement contraires face au travail, aux normes, aux valeurs. Selon différentes études, le *marielito* était à 70 % un homme de trente ans, qui venait de La Havane surtout, il avait fait plus d'années d'études en moyenne que les exilés précédents. Entre 15 et 40 % étaient Noirs ou mulâtres¹⁹. Ils furent les premiers à débarquer sur le sol étasunien. Ils rappelaient à la communauté cubaine leur existence, oubliée ou niée en vingt ans. Miami avait vécu le rêve de la *Cuba criolla* blanche. En outre, ils manifestaient également l'échec du castrisme qui avait toujours montré les États-Unis comme le pays de la ségrégation raciale où l'on pourchassait encore les Noirs avec des chiens. Pour ce groupe de *marielitos*, l'insertion fut encore plus difficile, car ils peinaient à se situer entre le Cubain blanc et l'Afro-Américain.

La proportion de célibataires et de divorcés était bien plus grande qu'auparavant, reflétant ainsi l'évolution de la société cubaine et la perte du sentiment religieux. Le *marielito* était habitué au marché noir, car vivre avec le carnet de rationnement ne suffisait pas. La débrouillardise était sa planche de salut mais aussi le clientélisme ou *sociolismo* (jeu de mots entre *socialisme* et *socio*, associé), c'est-à-dire l'obligation de fonctionner avec un réseau de protecteurs, d'amis, d'associés qui lui permettait de contourner la législation et constituait sa seule chance de survie. La famille traditionnelle avait été bouleversée. Ce n'était plus le père mais la Révolution qui guidait les esprits, envoyait les jeunes aux champs, leur dictait leur avenir professionnel, leur inculquait l'amour de la patrie. Il y avait

¹⁸ García 1996, 65.

¹⁹ Il semblerait que tous les Cubains qui le pouvaient, en particulier les mulâtres assez clairs de peau, essayaient de se faire passer pour des Blancs, ce qui explique les variations de pourcentage. García 1996, 228.

donc une forte distance sociale et idéologique entre les deux groupes de Cubains qui requérait de part et d'autre des efforts d'adaptation et de l'empathie.

En effet, le *marielito* était un personnage ambigu qu'il était difficile de classer, car il se retrouvait constamment à la frontière de différentes catégories : exilé du communisme ou émigré de la faim ? Truand ou honnête homme ? Homosexuel ou hétérosexuel ? Fou ou homme sain ? Autant de questions que soulevait sa présence aux États-Unis. Le *marielito* lui-même souffrait d'une crise identitaire et peinait à s'intégrer dans la communauté de Miami qui le voyait sous un jour peu flatteur : paresseux, ingrat, méfiant, irresponsable et sans notion de la valeur de l'argent. Il était souvent un personnage désenchanté, perdu, qui avait participé à la Révolution et ressentait un fort sentiment de culpabilité²⁰.

Les représentations négatives du marielito

Scarface, 1983, Brian de Palma.

Le film *Scarface* de Brian de Palma est probablement ce qui a le plus nui à l'image du *marielito* et, par ricochet, à tout Cubain, bien qu'il soit devenu par la suite un film culte. Il s'agit d'un remake du film de 1932, *Scarface*, (titre complet : *the shame of a Nation*) de Howard Hawks, scénario adapté du roman d'Armitage Trail. Il racontait l'histoire d'un immigrant italien qui bâtissait à Chicago un empire grâce au trafic d'alcool durant la Prohibition. Il portait une cicatrice sur la joue, évoquant le fameux Al Capone mort à Miami en 1947, et semblait amoureux de sa sœur. Le film subit les foudres de la censure car on était en pleine époque de la Prohibition et il fallait que la police ait le beau rôle. En 1983, Oliver Stone réécrivit le scénario en l'actualisant : on n'était plus à Chicago mais à Miami et Tony Camonte était devenu Tony Montana, Cubain expulsé des geôles de Castro et arrivé par le *Mariel* sur le sol de la Floride.

Dès la première séquence, un carton explique au spectateur qu'il s'agit de l'exode du *Mariel*, que Fidel Castro en a profité pour se débarrasser de la pègre et que 25 000 passagers avaient un casier judiciaire. Puis on assiste à l'interrogatoire de Tony par les policiers de Floride et on a là un portrait très exact de *la escoria* qui

²⁰ Cros Sandoval 1986, 13; 19-24.

épouvanta les Cubains de Miami. Certes, Tony se défend d'être un homosexuel, un fou et un trafiquant. Il s'exprime correctement en anglais et tente même de faire quelques blagues, ce qui étonne les policiers. Tony dit avoir appris cette langue à l'école mais aussi au cinéma car il aime les films américains. Tony se prétend « *political prisoner* » et il affirme répondre à l'invitation de Jimmy Carter. Mais sa cicatrice et ses tatouages trahissent son séjour parmi les prisonniers de droit commun et les policiers refusent de le croire. Alors Tony se rebelle et tente de leur expliquer ce qu'est un régime communiste sans liberté où on doit obéir sans cesse. Le mot « crime » n'a pas le même sens là-bas. Il se plaint de manger tous les jours du poulpe et de marcher avec des chaussures trouées dans des rues où des *chivatos* (mouchards) le guettent du matin au soir. La perversité du film est que tous ces arguments sonnent faux dans la bouche de Tony alors qu'ils sont attestés par les faits et les témoignages.

Finalement, Tony et son ami Manolo, *Manny* en version USA, sont envoyés dans un camp de réfugiés/prisonniers improvisé au milieu de la ville et ils obtiennent leur carte verte en assassinant un ex-communiste du camp qui avait causé du tort à un caïd de la drogue cubain installé à Miami. Le ton est donné. Tony veut accomplir le rêve américain, il ne va pas supporter longtemps de travailler comme cuisinier au restaurant *Little Havana* d'un de ses compatriotes et il s'imposera dans le milieu de la drogue grâce à son sang-froid, à son insensibilité et à son ambition. Quand Tony rend visite à sa famille, sa mère et sa soeur à qui il n'a pas donné signe de vie depuis cinq ans, les griefs de la communauté cubaine envers les *marielitos* de son acabit sont clairement exprimés par la mère qui, dans un *spanglish* efficace, lui jette à la figure : « Ce sont les Cubains de ton espèce qui nous font une mauvaise réputation » et elle refuse les billets qu'il lui tend car « ils puent²¹ ».

La violence du film associée à la nationalité cubaine provoqua des réactions très négatives²². L'office du tourisme et le *City Commissioner* Demetrio Pérez se mobilisèrent pour empêcher le tournage du film à Miami. En 1982 les exilés avaient

²¹ DVD universal *Scarface*, 1983, chapitre 12, la mère : « *It's Cuban like you who are giving a bad name to our people, who come here and work hard, people who send their children to school...I don't need your money, gracias,I work for my living..I don't want you in this house anymore...Get out and take your money along with you, it stinks* ».

²² García 1996, 79.

déjà créé FACE, *Facts about Cuban Exiles*, un organisme de type pédagogique destiné à expliquer aux Non-Cubains, à travers des conférences et des dépliants publicitaires, qui ils étaient et ce qu'ils avaient accompli pour contrecarrer les images négatives.

Cependant, parmi les *marielitos* il y avait de nombreux écrivains, artistes et intellectuels. En livrant leurs témoignages, en créant une revue littéraire, en faisant de cet événement, le *Mariel*, un objet de fiction qui s'épanouit dans différents genres comme le roman, les nouvelles, ces écrivains essayèrent de transcender leur propre expérience et transformèrent cet exode en un fait culturel, le sauvant ainsi des représentations négatives véhiculées par les médias et le cinéma. Tout le groupe en bénéficia.

Le renversement du stigmate à travers l'écriture

Ainsi, le *Mariel* devint un thème littéraire. Les *marielitos* écrivirent leur propre version de l'événement et « le témoignage constitue la structure fondamentale de transition entre la mémoire et l'histoire²³ ». Chez les écrivains venus aux États-Unis par le *Mariel*, (comme Roberto Valero, Carlos Victoria, Reinaldo Arenas, Miguel Correa, parmi les plus connus), les thèmes dominants étaient les problèmes identitaires, l'angoisse et le désespoir, les difficultés à se situer, l'anticommunisme radical, le thème de la différence.

Carlos Victoria, venu par le *Mariel* accompagné de sa mère, devint rédacteur au *Miami Herald* et publia des romans et des nouvelles dont *Sombras en la playa*. Une de ces nouvelles intitulée *Un pequeño hotel de Miami Beach*²⁴, nous plonge dans l'univers inquiétant de la ville américaine des années quatre-vingt où le personnage principal, Alejandro, essaie de survivre après dix années de prison à Cuba. Il ne parle pas l'anglais, il est seul et n'arrive ni à s'adapter ni à s'intégrer. Il est peut-être aussi l'auteur d'un crime, la nouvelle laisse planer le doute. Il est un marginal qui ne sait plus où se situer, il n'a sa place nulle part, ni à Cuba, ni en exil.

Reinaldo Arenas fut lui aussi un témoin du *Mariel* : il raconta, dans *Necesidad de libertad*, l'aventure du propriétaire du bateau *San Lázaro*, un Cubain émigré qui risquait la ruine en venant chercher sa famille à Cuba²⁵. Il fut forcé d'accepter à son

²³ Ricoeur 2000, 26

²⁴ Victoria 1992, 50-57.

²⁵ Arenas, 1986

bord trente étrangers, dont un fou récemment sorti de l'asile et mis dans l'obligation d'émigrer. Le bateau, surchargé, se fendit, les passagers connurent trois jours d'errance avant d'être sauvés par les garde-côtes et ramenés à Key West.

Reinaldo Arenas ne supporta pas l'atmosphère oppressante de Miami qu'il voyait comme un autre Cuba, tout aussi intolérant. Il s'enfuit à New York où il continua d'écrire et de lutter contre la maladie. Par exemple, dans la nouvelle intitulée *Fin d'un conte*, le personnage principal porte dans une valise les cendres de son ami qui s'est jeté du haut de l'*Empire State building* car il n'était pas parvenu à vivre à New York. Le personnage va répandre les cendres sur la mer, au lieu symbolique de Key West, là où une balise signale la plus courte distance entre les deux mondes. Il pense que les flots pousseront les cendres «[...] sur les lieux qu'il avait tellement haïs, où on l'avait tellement empoisonné, d'où il s'était sauvé et loin desquels il n'a pu continuer de vivre ²⁶».

Ce texte exprime bien l'impasse dans laquelle se retrouve enfermé le *marielito*. Seul un passé détesté semble pouvoir le définir. Il est « *desertor del paraíso* », selon le titre ironique d'un article publié en 1986 dans la revue *Arte* de New York qui avait consacré un numéro aux écrivains et artistes venus avec le *Mariel*.

Une revue de littérature et d'art, intitulée *Mariel*, parut entre 1983 et 1985 à New York et publia huit numéros. Elle permettait de donner une plus grande visibilité au groupe des écrivains et artistes venus en 1980. Reinaldo Arenas, Juan Abreu et Reinaldo García Ramos dirigeaient la revue. Presque tous étaient venus aux États-Unis de la même manière mais ils étaient tous très différents et leurs styles souvent éloignés. Leurs œuvres couvraient tous les genres : poésie, théâtre, roman, nouvelles mais aussi la musique, les arts plastiques. Leur unité en tant que groupe semblait davantage provenir d'éléments extérieurs qu'intérieurs. Le terme de « génération » n'a d'ailleurs jamais fait l'unanimité. On peut en effet s'interroger sur le dénominateur commun de ces écrivains et artistes. La revue *Encuentro de la Cultura Cubana*, créée en 1996 par Jesús Díaz à Madrid, leur a consacré un hommage dans le numéro 8-9 (1998) et présente différents points de vue.

²⁶ Arenas 1993, 150.

Selon Iván de la Nuez, un des rédacteurs de la revue, les *marielitos* sont un groupe qui se caractérise par « *la descolocación* », c'est-à-dire une sorte de non-lieu : en effet ils ne font pas partie de la culture officielle cubaine mais ils ont aussi rejeté la culture de l'exil traditionnel et n'ont pas créé ni adhéré à de nouvelles tendances. Il s'agit d'écrivains qui avaient dû vivre de façon marginale à Cuba. Cette « *descolocación* » s'explique aussi par les formes extrêmes et extrémistes de leur discours²⁷. Le groupe tomba parfois dans les défauts qu'il dénonçait, à savoir l'intolérance. Ils considéraient que c'était leur devoir de surveiller toute manifestation politique et culturelle du gouvernement cubain mais aussi de la part des pro-castristes de Miami. Ils lancèrent des accusations contre une revue de l'exil *Areíto*, contre le *Festival latino* de New York. En d'autres termes, ils tombèrent parfois dans un autre terrorisme intellectuel qui leur attira des ennemis aux États-Unis et en Amérique latine. Comme disait à leur sujet leur traductrice Liliane Hasson : « À quoi bon dénier tout talent à qui pense différemment²⁸ » ? Leur anticommunisme était radical mais ils attaquaient aussi avec force la bourgeoisie de Miami en employant le vocabulaire du communisme orthodoxe. Ils étaient marqués malgré eux par le socialisme et l'engagement social de l'écrivain. Ils voulaient écrire et dénoncer. Ils n'ont jamais été dominants dans le panorama culturel contemporain et ils représentaient pour Iván de la Nuez un phénomène de « *baja intensidad* »²⁹.

Jesús J. Barquet, quant à lui, défend le terme de « génération »³⁰. Comme points communs, il souligne que tous furent marqués par le manque de liberté et la répression. Contrairement aux exilés des années soixante, ils avaient un besoin urgent de parler. Ils s'opposaient à la « génération du silence ». Dans la revue *Mariel*, il y avait la rubrique « *Experiencias* » (qui réunissait tout un matériel autobiographique) et la rubrique « *Urgencias* » (pour permettre d'exprimer son ironie, sa colère, ses commentaires).

L'autre point commun est leur nom, créé à partir de leur point de départ, un toponyme. Il fut pendant quelques années une insulte. Puis ces exilés en firent quelque chose de plus qu'une référence historique et géographique : ce nom était

²⁷ Nuez 1998, 105-110

²⁸ Hasson 1986, 132.

²⁹ Nuez 1998, 107

³⁰ Barquet 1998, 110-125.

devenu la métaphore de la possibilité de sortir de l'enfer de la dictature cubaine pour poursuivre un idéal de liberté.

En effet les *marielitos* faisaient valoir que les seules libertés réelles étaient celles appelées « formelles », car ils mettaient en avant leur expérience bien réelle de la réalité castriste que bien souvent les intellectuels de gauche méconnaissaient. Et c'est bien la recherche de la liberté, (d'expression, d'opinion et de mouvement), la nécessité d'exister aussi bien que celle de publier, qui furent le moteur de leur départ³¹.

L'homosexualité était aussi un thème récurrent de la revue. Les *marielitos* étaient considérés comme déviants à Cuba. Révéler leur penchant signifiait pour la première fois de se montrer sans masque et la volonté d'afficher leur identité complète. Dans le numéro 5 de la revue, dans la rubrique « *Experiencias* » ils condamnèrent l'homophobie du gouvernement cubain et les camps de l'UMAP créés en 1960.

En 1986, la revue connut une seconde vie, plus irrégulière, prit le nom de *Mariel Magazine* et se déplaça à Miami. Juan Abreu, Reinaldo Arenas, Lydia Cabrera et Marcia Morgado la dirigeaient.

Cette nouvelle revue s'intéressa aussi aux auteurs censurés restés à Cuba. Ils étaient fréquemment ignorés dans les anthologies écrites par des étrangers ou des Cubains de Miami. J.-J. Barquet salua les efforts des *marielitos* pour sauver de l'oubli des écrivains de l'île comme Virgilio Piñera ou Lezama Lima. Ils créèrent dans ce but les rubriques « *Confluencias* » et « *Homenajes* ». Ils revisitèrent aussi des auteurs du passé comme José Martí. Bref, ils essayèrent de donner une autre vision de la culture cubaine, à contre-courant de la version officielle, et de réunir tous les dissidents, ceux de l'intérieur comme de l'extérieur.

De nombreux *marielitos* réussirent à publier leurs œuvres et sans l'aide de la CIA, comme affirmait le gouvernement cubain. Ils gagnèrent des prix et une reconnaissance essentielle pour se construire et exister. Mais la plupart d'entre eux

³¹ *Ibid.* 118. «...las únicas libertades reales son las denominadas peyorativamente « formales » : el derecho del hombre a pensar por sí mismo, a desplegar su iniciativa individual, a escoger el lugar del planeta donde desea vivir. La historia del « socialismo real » hace transparente que cuando se cercenan las libertades « formales » todas las otras son castradas o decapitadas también ».

(Reinaldo Arenas qui se suicida en 1990, Roberto Valero, Carlos Victoria) ont malheureusement disparu aujourd'hui.

Le Mariel aujourd'hui

Que reste-t-il du *Mariel* une trentaine d'années plus tard ? On sait bien que dans toutes les expressions publiques de la mémoire, un même événement peut être une gloire pour les uns et une humiliation pour les autres.

A Miami, tous les ans, d'avril à mai, la presse, *Miami Herald*, *Nuevo Herald*, *Diario de las Américas*, publient des témoignages, des articles pour commémorer cet événement. On en rappelle l'ampleur, on raconte les difficultés d'adaptation, on se souvient que *marielito* était une insulte et que maintenant c'est un motif de fierté, de courage qui permet de différencier les exilés entre eux. On insiste aussi sur l'aide apportée par la communauté de Miami, sur la solidarité. Ces témoignages, ces histoires personnelles racontent le moment de la traversée, la peur, les tensions, l'inquiétude. Les documents sur le sujet abondent. On visite des lieux symboliques comme Key West et on s'arrête devant la fameuse balise qui marque les 90 milles marins qui séparent les deux mondes.

Certaines années sont plus importantes que d'autres. Récemment, en 2010, on a commémoré les trente ans du *Mariel*. A cette occasion, une base de données a été élaborée par les deux principaux quotidiens de Miami, *El Nuevo Herald* et le *Miami Herald* : ainsi, on peut rechercher un proche venu en bateau, déposer son témoignage, raconter son expérience ou lire celle des autres, en d'autres termes, les journaux recueillent ainsi toute une collection de souvenirs. En tant qu'événement, le *Mariel* fait partie du patrimoine historique des Cubains de Miami. Les jeunes découvrent à travers ces récits ce qu'ont vécu leurs parents ou grands-parents, la transmission est donc assurée. Pour la communauté en exil, il existe un devoir de mémoire : l'événement du *Mariel* ne doit pas tomber dans l'oubli.

Nul ne doit empêcher le recouvrement de la mémoire... Lorsque les événements vécus par les individus ou par le groupe sont de nature exceptionnelle ou tragique, ce droit devient un devoir : celui de se souvenir³².

³²Todorov 2004, 16.

Les *marielitos* ont aussi contribué au renouvellement et à la diversité de la communauté, ainsi qu'à une redéfinition de l'identité cubaine de l'exil et du lien avec Cuba. Certains comprirent que la *Cuba de ayer* n'existait plus et que leur patrie était désormais la Floride. D'autres, au contraire, redoublèrent d'efforts pour lutter contre le régime castriste.

Du côté des États-Unis, le *Mariel* reste l'exemple à ne pas suivre d'une piètre gestion de la politique migratoire. On peut dire qu'il y a eu un avant et un après le *Mariel*. En 1984, Ronald Reagan, le nouveau président, signa avec Fidel Castro un nouvel accord, effectif en 1985 : vingt mille Cubains pouvaient émigrer par an aux États-Unis. En échange, le président américain demandait à son homologue cubain de reprendre 2 746 *marielitos*, criminels et malades mentaux détenus aux États-Unis. L'affaire se compliqua et dura jusqu'en 1991 et pour certains jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix³³. Neuf cents prisonniers furent relâchés, six cents obtinrent la liberté conditionnelle et quatre cents retournèrent à Cuba où ils furent reçus en héros et furent des hommes... libres³⁴ !

Durant l'été 1994, le même scénario qu'en 1980 parut se répéter. Mais la leçon du *Mariel* avait été retenue : face à leurs compatriotes qui tentaient de traverser le détroit de Floride en *balsas*, les Cubains de Miami ne bougèrent pas. Le président Bill Clinton en personne annonça à Radio *Martí* que les personnes interceptées en mer seraient ramenées à la base militaire étasunienne de *Guantánamo* et, de là, expulsées vers un pays tiers. Les États-Unis avaient décidé de ne plus accorder le statut de « réfugié » aux personnes trouvées dans les eaux internationales.

L'exode du *Mariel* a ainsi créé un précédent de taille dans l'histoire de l'exil cubain et dans ses relations avec les États-Unis. La crise des *balseros* de 1994 divisa encore plus la communauté. Pour un bon nombre de Cubains, le président Clinton, même s'il adoucit ensuite la politique migratoire, était un traître qui avait mis un point final à la politique favorable aux Cubains depuis 1966.

³³ Heberto Padilla « La escoria del Mariel » *elnuevoherald.com*, 23/04/1994, consulté le 11/10/2013. L'auteur prend la défense de ces prisonniers oubliés (preuve « *del odio racial contra los Marielitos..* ») et il déclare « *Ellos también son cubanos* ».

³⁴ García 1996, 77.

Et du côté de Cuba ? Les dictatures se caractérisent par le contrôle de la mémoire nationale, soit sous la forme de la manipulation et de l'abus soit sous la forme de l'oubli ou de la négation. Celle de Cuba ne fait pas exception. Les Cubains vivent dans le passé, autrement dit dans un refoulement permanent du présent, ils semblent nés le 1^{er} janvier 1959 lors de la prise du pouvoir par Fidel Castro et depuis, pour eux, le temps s'est figé en une répétition immuable. Les rituels révolutionnaires, les rassemblements sur la Place de la Révolution, les commémorations (1^{er} janvier, 1^{er} mai, 26 juillet) participent de ce culte de la mémoire pour la mémoire. Les Cubains de l'île sont les exilés du présent, bien plus exilés que les exilés de Miami. Fidel Castro s'est toujours arrogé « le droit de contrôler le choix des éléments à retenir »³⁵. Alors, faire ressurgir un événement comme l'exode du *Maríel*, dans toute son ampleur et sa complexité, signifierait rompre la monotonie du leitmotiv révolutionnaire, faire acte de résistance, ce serait informer³⁶. Mais, dans l'histoire officielle, le *Maríel* n'est pas un événement digne d'intérêt, il reste une machination de plus perpétrée par les impérialistes.

Quant au port de *Maríel*, il va devenir une grande zone de développement, un terminal moderne pour les porte-conteneurs destiné à remplacer le port de La Havane dont les eaux ne sont pas assez profondes. Financé par le Brésil, un des principaux partenaires de Cuba, le *Maríel* sera la principale porte d'entrée et de sortie du commerce extérieur cubain³⁷.

Conclusion

Les jeunes Cubains de part et d'autre du détroit de Floride n'ont pas connu cette histoire tragique. A Miami, on cherche à la transmettre tandis qu'à Cuba, on cherche à l'oublier. Le *Maríel* ne fut une victoire ni pour l'exil ni pour Cuba.

Le cycle des exclusions, des expulsions et des divisions semblait à cette époque sans fin ; pourtant, depuis l'arrivée de Raúl Castro au pouvoir en 2008, la vie

³⁵ « Ce que nous reprochons aux bourreaux hitlériens et staliniens n'est pas qu'ils retiennent certains éléments du passé plutôt que tous-nous-mêmes ne comptons pas procéder autrement-mais qu'ils s'arrogent le droit de contrôler le choix des éléments à retenir » : Todorov 2004, 14-15.

³⁶ Todorov 2004, 12.

³⁷ Carlos Batista, « Cuba llama capital extranjero a invertir en el puerto del Maríel », *elnuevoherald.com*, 5/11/2012, consulté le 30/01/2013.

a bien changé à Cuba. Toute une batterie de réformes a été mise en place pour « actualiser le socialisme » et a transformé le quotidien des Cubains, leur permettant de travailler pour leur propre compte par exemple. La réforme la plus spectaculaire fut la réforme migratoire de janvier 2013 qui a effacé d'un coup plus de cinquante ans de contrôles et de répression. Il est désormais possible de sortir de Cuba sans permis ni lettre d'invitation, seulement avec un passeport et un visa pour le pays désiré. Les Cubains peuvent également s'absenter de l'île durant une période maximale de deux ans et conserver néanmoins leur nationalité cubaine. Cela leur permettrait de bénéficier de la fameuse *ley de Ajuste cubano* de 1966, autrefois tant décriée, qui concède le permis de résidence aux Cubains après un an et un jour passés sur le territoire étasunien³⁸. Les dissidents peuvent également aller et venir librement, bien que le profil du nouveau voyageur cubain soit plutôt celui d'un jeune homme qualifié, âgé de 25 à 40 ans, qui cherche un avenir professionnel.

De leur côté, les États-Unis ont levé depuis 2009 les restrictions concernant les voyages de réunification familiale et les envois d'argent. Cependant, un an après l'entrée en vigueur de ces importantes réformes qui furent unanimement saluées par les États-Unis et la communauté internationale, les sombres pronostics de ruée de Cubains hors de l'île ont été déjoués : ni exode ni invasion ne se sont produits. 180 000 Cubains ont voyagé en un an surtout à destination du Mexique, des États-Unis et de l'Espagne³⁹. Les principales raisons mises en avant par la presse sont que le manque d'argent et les difficultés pour obtenir un visa limitent fortement les départs. Dans un pays où le salaire moyen est de 20 dollars par mois, un billet pour Miami en coûte 500, un passeport 100 et un visa pour les États-Unis 160. Le Cubain doit démontrer qu'il est solvable. Aussi, les sorties illégales n'ont-elles pas disparu⁴⁰.

Miami est plus que jamais un prolongement de La Havane. Quant au *Maríel*, selon Iván de La Nuez, il aura marqué la première étape dans le long chemin qui verra peut-être un jour la réunion des deux moitiés de l'île:

³⁸ Fernando Ravsberg, « Cuba inicia su apertura migratoria sin avalancha de viajeros », *BBCmundo.com* 17/08/2013, consulté le 30/12/2013.

³⁹ Maye Primera, « La reforma migratoria no provoca una desbandada en Cuba », *elpais.com*, 14/01/2014, consulté le 30/12/2013.

⁴⁰ Francisco Jara, « A un año de reforma migratoria de Cuba, billetes y visas complican a turistas cubanos », *elnuevoherald.com*, 14/01/2014, consulté le 30/12/2013.

en 1980 la revolución fue menos revolución que nunca y el exilio estuvo menos lejos que nunca. En Mariel se comenzó a quebrar, verdaderamente, el muro que cada cubano ha construido, soportado y transgredido en los últimos cuarenta años⁴¹.

Références bibliographiques

- Arenas, Reinaldo, 1986, « Un largo viaje de Mariel a Nueva York », *Necesidad de libertad : Mariel : testimonio de un intelectual disidente*, México-City, Kosmos Editorial, S.A.
- Arenas, Reinaldo, 1993, « Fin d'un conte », dans *Adiós a Mamá*, trad. de Liliane Hasson, Paris, les Editions du Serpent à plumes.
- Barquet, Jesús J, 1998, « La generación del Mariel », Madrid, *Encuentro de la Cultura Cubana*, Homenaje al Mariel, n°8/9.
- Cros Sandoval, Mercedes, 1986, *Mariel and Cuban National Identity*, Miami, Editorial Sibi.
- Florida's Refugee Fact Book*, Florida, 1994, Department of Health and Rehabilitive Services Refugees Programs Administration.
- García, María Cristina, 1996, *Havana USA*, Berkeley and Los Angeles California, University of California Press.
- Hasson, Liliane, 1986, « La génération des Cubains de Mariel et leur presse littéraire aux États-Unis », *Cahiers du CRICCAL*, Paris, Service des Publications de l'Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III, n° 1.
- Nuez (de la), Iván, 1998, « Mariel en el extremo de la Cultura », Madrid, *Encuentro de la Cultura Cubana*, Homenaje al Mariel, n°8/9.
- Portes, Alejandro, Clark, Juan M, Stepick, Alex, 1985, *Three years later : a report of the adaptation process of 1980, (Mariel). Cuban and Haitian Refugees in South Florida*, Baltimore (Maryland), John Hopkins University Press.
- Ricoeur, Paul, 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil.
- Todorov, Tzvetan, 2004, *Les abus de la Mémoire*, Paris, Arléa.
- Victoria, Carlos, 1992, *Las sombras en la playa*, Miami, Ediciones Universal.

⁴¹Nuez 1998, 109.